



Avec tou-ttes les salarié-es, les personnels de l'Éducation nationale de l'Isère EN GREVE INTERPROFESSIONNELLE LE 9 AVRIL

Les politiques d'austérité poursuivies par les différents gouvernements ont des conséquences désastreuses pour la Fonction Publique, les agents et les usagers. Comme tous les salariés, les personnels de l'Éducation nationale voient leur santé, leurs conditions de travail et de rémunération se dégrader constamment du fait de ces mesures !

Le pacte de responsabilité, c'est l'austérité, le blocage des salaires, l'appauvrissement, la crise du recrutement. Un adjoint administratif fait sa carrière au SMIC ! Un enseignant commence sa carrière à Bac+5 à seulement 1,2 fois le SMIC ! Le pacte de responsabilité, c'est le gel du point d'indice depuis 2010 et jusqu'en 2017 au moins, et c'est la baisse des salaires nets avec l'augmentation des prélèvements.

Le pacte de responsabilité, c'est l'explosion des effectifs dans les classes et encore moins de moyens humains pour traiter la difficulté scolaire. Les créations de postes ne couvrent même pas l'évolution démographique et la remise en place des dispositifs de formation. C'est encore un pas vers moins de service public.

Ce sont donc des fermetures de classes et de postes, des classes surchargées, la disparition des RASED et de l'Enseignement spécialisé, de moins en moins de remplaçant-es, manque d'infirmières, de médecins scolaires et d'assistantes sociales, la démultiplication d'instances et hiérarchies intermédiaires dans les établissements, la suppression d'options, la dégradation des conditions de travail, la dégradation de la formation.

La réforme territoriale qui divise la République en 13 grandes régions concurrentes entre elles, c'est l'éclatement de la République.

Rythmes scolaires, projets éducatifs territoriaux, conventions Éducation Nationale/Élus, contrats d'objectifs tripartites Établissements-Collectivités territoriales-Rectorat et maintenant Rectorat-Région-Ministère : il y a autant de règles, de missions, de programmes que de territoires, tout le contraire de l'École de la République. La régionalisation de la carte des formations professionnelles sous la coupe des besoins du patronat local, la volonté de généraliser l'apprentissage menacent l'existence même des LP publics, des PLP, des qualifications nationales.

Et maintenant, on envisage des suppressions d'académies avec toutes leurs conséquences sur les mutations, les postes, les menaces de suppressions de rectorats, d'inspections académiques.

Loi Macron, loi de refondation de l'École : les garanties collectives, les statuts dans le collimateur.

La loi de refondation de l'école, c'est l'arbitraire local contre les garanties statutaires. C'est l'éclatement du statut de professeur des écoles avec les réformes sur l'annualisation du temps de service des TR et PE sur poste fractionné. Les décrets Peillon-Hamon allongent le temps de présence et définissent localement une partie des missions des enseignants du secondaire. La règle locale devient la norme : individualisation des primes pour les administratifs, indemnités pour missions particulières définies au niveau des établissements du secondaire...

Pour les organisations syndicales de l'Isère CGT Educ'Action, FNEC-FP-FO, FSU, SUD éducation, ces attaques d'ampleur contre l'Éducation Nationale et ses personnels, comme contre l'ensemble des services publics et l'ensemble des travailleurs, nécessitent plus que jamais d'opposer une mobilisation générale des personnels de l'éducation nationale au côté des salariés du public et du privé pour :

- **L'augmentation des salaires**
- **Le maintien des garanties statutaires et le retour à des horaires nationaux (dédouplements...) et programmes nationaux**
- **L'arrêt des réformes contre les services publics républicains**
- **Le retrait du pacte de responsabilité et de la Loi Macron**

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires appellent unitairement à la riposte pour la satisfaction de ces revendications.

Dans le cadre de l'appel national à la grève interprofessionnelle, elles vous invitent à prendre toutes les initiatives revendicatives, dans les établissements scolaires et les services, et à manifester partout où cela est organisé :

- **manifestation nationale à Paris (départ en TGV de Grenoble)**
- **manifestation à Grenoble, 14h place Victor Hugo**